



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 29/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2022

Compléments reçus le 28/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



DECHETTERIE CONTREXEVILLE

Zone de la Chaille
Ancienne route de Bulgnéville
88140 CONTREXEVILLE

Références : S-22-374RP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2022 dans l'établissement DECHETTERIE CONTREXEVILLE implanté Zone de la Chaille Ancienne route de Bulgnéville 88140 CONTREXEVILLE. L'inspection a été annoncée le 13/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu pour principal objectif de constater les mesures mises en place par l'exploitant suite à l'arrêté de mise en demeure n° 593/2021/DREAL/UD88 du 02 juillet 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECHETTERIE CONTREXEVILLE
- Zone de la Chaille Ancienne route de Bulgnéville 88140 CONTREXEVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0006207706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La communauté de communes Terre d'eau exploite une déchetterie sur la commune de CONTREXEVILLE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Localisation des risques	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 10	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des stocks de produits dangereux. Etiquetage	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article premier	/	Sans objet
Systèmes de détection et d'extinction automatiques	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article premier	/	Sans objet
Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 21	/	Sans objet
Consignes d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 02/07/2022, article premier	/	Sans objet
Stockage rétention	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article premier	/	Sans objet
Collecte des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article premier	/	Sans objet
Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article premier	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles de l'inspection en date du 24 janvier 2022 ainsi que les documents transmis à l'inspection le 28 mars 2022 ont permis de vérifier les actions entreprises pour se conformer aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 593/2021/DREAL/UD88 du 02 juillet 2021.

En conséquence, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité peuvent donc être considérées comme respectées. Celui-ci est donc considéré sans objet.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article premier
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sous un délai de six mois, l'exploitant doit réaliser le plan des ateliers et des stockages indiquant pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques).
Constats : Lors de la visite du 04 mars 2021, l'inspection avait constaté l'absence de plan des ateliers et des stockages indiquant pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Lors de la visite du 24 janvier 2022, le plan général des ateliers et des stockages indiquant pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) a été présenté à l'inspection et n'appelle aucune remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etat des stocks de produits dangereux. — Etiquetage.

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article premier
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sous un délai de six mois, l'exploitant met en place un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de l'inspection du 04 mars 2021, l'inspection avait constaté l'absence de registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Lors de la visite du 24 janvier 2022, un registre sous la forme d'un cahier, indiquant quotidiennement la nature et la quantité des produits dangereux détenus, a été mis en place, sur le site. Il a été présenté à l'inspection et n'appelle aucune remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Systèmes de détection et d'extinction automatiques.

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article premier
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sous un délai de six mois, l'exploitant doit mettre en place les consignes de maintenance avec une fréquence de vérification de maintenance et des tests.
Constats : Lors de l'inspection du 04 mars 2021, l'inspection avait constaté l'absence de consignes de maintenance. Lors de la visite du 24 janvier 2022, l'inspection a constaté que chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant a rédigé une consigne de maintenance avec la fréquence des vérifications de maintenance et des tests effectués dont les comptes rendus ont été présentés à l'inspection. L'exploitant réalise un auto-contrôle une fois par mois et une simulation d'incendie avec "une bombe test-détecteur" une fois par an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article premier
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sous un délai de six mois, l'exploitant doit mettre en conformité ses moyens de défenses incendie.
Constats : Lors de l'inspection du 04 mars 2021, l'inspection avait constaté la non-conformité des moyens de défense incendie. Lors de la visite du 24 janvier 2022, le plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours a été présenté à l'inspection et n'appelle aucune remarque. D'autre part, une réserve d'eau de 120 m ³ avec sa borne incendie destinées à l'extinction d'un incendie ont été installées le 08 mars 2022 et mises en service le 28 mars 2022. Ces équipements ont été installés après la visite sur site du SDIS, pour valider l'emplacement. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m ³ /h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation.

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2022, article premier
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sous un délai de six mois, l'exploitant doit afficher les consignes d'exploitation.
Constats : Lors de l'inspection du 04 mars 2021, l'inspection avait constaté l'absence d'affichage de consignes d'exploitation. Lors de la visite du 24 janvier 2022, l'inspection a constaté que l'ensemble des consignes d'exploitation sont affichées dans le bureau, fréquenté par le personnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage rétention.

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article premier
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sous un délai de six mois, l'exploitant doit justifier des capacités de confinement des eaux d'extinctions en cas d'incendie.
Constats : Lors de l'inspection du 04 mars 2021, l'exploitant n'a pas été en mesure d'explicitier les mesures prises et/ou prévues en cas de sinistre pour confiner les eaux susceptibles d'être polluées. L'exploitant suppose que le bassin qui sert de réserve d'eau décrit au constat n° 7 sert également de bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie. Lors de la visite du 24 janvier 2022, l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont confinées dans un bassin de rétention étanche de 120 m ³ . Le calcul du dimensionnement du volume du bassin, inclus dans le dossier de demande d'enregistrement initial, a été présenté à l'inspection et n'appelle aucune remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article premier
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sous un délai de six mois, l'exploitant doit faire réaliser la vidange et le curage annuel du séparateur d'hydrocarbures.
Constats : Lors de l'inspection du 04 mars 2021, l'inspection avait constaté que la dernière vidange du séparateur d'hydrocarbures datait du 18 avril 2019 et aucune justification témoignant d'un contrôle visuel régulier n'avait pu être présentée à l'inspection. Lors de la visite du 24 janvier 2022, les trois séparateurs d'hydrocarbures ont été vidangés et curés le 16 juin 2021. Le bordereau de déchets dangereux, agrafé à la facture, a été présenté à l'inspection et n'appelle aucune remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article premier
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sous un délai de six mois, l'exploitant doit faire réaliser une analyse des eaux résiduaires rejetées.
Constats : Lors de l'inspection du 04 mars 2021, aucun résultat d'analyses des eaux résiduaires rejetées par le bassin de rétention n'avait pu être présenté à l'inspection. Lors de la visite du 24 janvier 2022, l'exploitant indique que les eaux de ruissellement du site sont stockées dans un bassin de rétention. Une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35, de l'eau stockée dans le bassin de rétention, est réalisé annuellement. La dernière analyse a été réalisée le 07 juillet 2021 par le laboratoire EUROFINS. Les résultats sont inférieurs aux valeurs limites définies à l'article 35 précité et n'appellent aucune remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet